

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

la colonisation
agricole
(voir pages 6 et 7)

micHEL jobert à "royaliste" :

***" se dégager des
impérialismes
commerciaux "***



DU 2 JUIN AU 16 JUIN 1982 - 12ème année - N° 361 - 5 F

M 2242 - 361 - 5 F

de l'angleterre et du bon usage

«Les Anglais sont occupés;
ils n'ont pas le temps d'être polis».
Montesquieu.

de l'europe

La crise européenne, due au refus des Britanniques d'accepter l'application des prix agricoles sans compensation budgétaire, a trouvé son dénouement, du moins en apparence et pour quelque temps.



■ Mme Thatcher : un sourire qui cache mal une déception

gérard leclerc

Avec Bernanos

Ce livre n'est pas une étude sur Bernanos : Gérard Leclerc explique comment il n'a cessé de vivre avec la pensée et le témoignage du grand écrivain catholique, et pourquoi celui-ci peut nous aider à répondre aux grandes questions de notre temps - qu'il s'agisse de la religion, du totalitarisme, de la Pologne ou de la politique française.

Loin d'être l'analyse distante et froide d'un homme et d'une œuvre, **Avec Bernanos**, est un livre très actuel, qui se lit d'une traite grâce à la vivacité du style et à la clarté de la langue. C'est aussi l'itinéraire d'un homme qui a rencontré quelques-unes des plus belles figures de notre époque.

BULLETIN DE COMMANDE A RETOURNER A
Royaliste, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

souscrit à «Avec Bernanos» (70 F franco)

et joint la somme de F à l'ordre de
«Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris

Ainsi, malgré son obstination et le chantage au blocage des prix agricoles, l'Angleterre a fini par accepter les propositions de ses partenaires. Gageons que les offres alléchantes et les pressions l'ont aidé à se montrer «conciliante». Rappelons que si sa contribution au budget est aussi élevée, c'est parce que le Royaume-Uni ne respecte pas la règle de la «préférence communautaire» (pour tant approuvée, ipso facto, lors de son adhésion), continuant à s'approvisionner sans complexes à l'extérieur de la CEE. Offres alléchantes : la Commission, présidée par M. Thorn, ordinairement plus anti-français qu'anti-anglais, avait proposé de fixer à 800 millions d'Ecus (soit environ 5 milliards de F) la «compensation» accordée à Londres. Le compromis s'arrêtera finalement à 850 millions d'Ecus, ce qui est tout de même un assez joli cadeau : sur trois ans (de 1980 à 1982), le déficit britannique aura été financé par la Communauté à hauteur de 73% environ ! Pressions : Oh ! Certes, il n'était pas question d'échanger un soutien à l'Angleterre dans l'affaire des Malouines contre un assouplissement de sa position; cependant, on a tout de même fait savoir aux Britanniques que l'on attendait d'eux le même «esprit communautaire»... les diplomates savent toujours trouver des formules élégantes...

Albion est donc prise à contre-pied. «J'ai été très déçue, je ne pensais pas qu'ils feraient cela», déclarera, dépitée, la Dame de fer, perdant ainsi sa belle assurance. Elle faisait allusion à la décision d'appliquer les nouveaux tarifs agricoles avec la règle de la majorité et non plus de l'unanimité (les Grecs et les Danois n'approuvent cependant pas cette procédure). Par chance pour nous, Mme Thatcher n'a pas su s'arrêter à temps : elle a exaspéré jusqu'à ses partenaires les plus compréhensifs et s'est retrouvée isolée. La règle de

l'unanimité remontait à «l'arrangement» de Luxembourg (janvier 1966). Celui-ci avait été imposé par la France à l'issue d'une longue crise : politique de la «chaise vide» pratiquée par de Gaulle en 1965, pour empêcher l'attribution de pouvoirs supplémentaires à la Commission et à l'Assemblée. Au terme de cet arrangement, la France avait fait admettre à ses partenaires qu'une décision communautaire ne pouvait être prise à l'encontre «d'intérêts très importants» d'un Etat-membre. Cette règle de l'unanimité était dans le droit fil de la conception gaullienne de l'Europe : la France avait alors, plus encore qu'aujourd'hui, intérêt à ce que fonctionne la politique agricole commune. Sur le plan diplomatique, de Gaulle pensait certainement, il faut le dire, que la France assurerait le rôle de chef de file (l'Allemagne était encore un nain politique et l'Angleterre demeurait soigneusement écartée). Cette conception, saine et pragmatique, ne peut qu'être approuvée par les plus sourcilleux - nous en sommes en matière d'indépendance nationale.

Aujourd'hui, les récentes péripéties nous laisse deux impressions : l'une de satisfaction; l'autre d'inquiétude. Satisfaction, parce que M. Mitterrand, à l'encontre de son prédécesseur, a constamment fait preuve d'une attitude ferme et résolue face à la Grande-Bretagne. Pour une fois, la «Dame de fer» a trouvé à qui parler. Les déclarations du Président en témoignent. A Londres, le 17 mai, il affirme que la France «ne reconnaît pas à la Grande-Bretagne la possibilité de se réclamer d'un droit permanent à remboursement». Touchant à l'essentiel, il déclare également que «le problème posé est... celui de la présence, ou de la nature de cette présence, de la Grande-Bretagne dans la Communauté».

Mais sentiment d'inquiétude aussi, inspiré par l'abandon de la règle de l'unanimité. Nous som-

**pour
s'abonner
à royaliste?
voir page 11**

mes souvent en désaccord avec les positions actuelles du RPR. Mais il faut prendre la part de vérité partout où elle se trouve, et celui-ci a raison d'évoquer (dans son communiqué du 19 mai) un «risque historique». Certes, il peut sembler habile d'avoir ainsi tourné les positions anglaises. Certes nos dirigeants font un effort pour délimiter le cadre d'application de la règle de la majorité. M. Mitterrand affirme bien haut que la France «ne renonce pas à la règle de l'unanimité quand il s'agit véritablement d'un intérêt vital». Pour M. Cheysson l'arrangement de Luxembourg ne doit pas jouer pour des mesures d'exécution; selon lui, il faut revenir aux sources et à un usage raisonnable du droit de veto. Pauvres garde-fous; car les partenaires européens seraient bien en peine de se mettre d'accord sur une définition (qui n'existe pas et pour cause...) des notions de «mesures d'exécution» ou «d'intérêts vitaux». Une telle attitude vaut pour des partenaires de bonne foi, mais l'idée que l'on s'en fait varie selon les pays, les époques et les intérêts. Une telle conception, statique, des rapports entre pays-membres néglige le jeu diplomatique, mouvant par définition. Aujourd'hui, c'est la Grande-Bretagne qui est isolée; mais qu'en sera-t-il demain ? La France est-elle assurée de ne jamais se retrouver à son tour dans une position d'accusée ? Récemment, le comte Lambsdorff (ministre ouest-allemand de l'Economie) s'interrogeait : «Il est difficile d'imaginer les conséquences qu'aura une décision à la majorité de la CEE».

Il ne faut pas oublier qu'en matière commerciale et industrielle, la CEE est une passoire. En matière agricole, la France n'est plus seule à être puissante : l'Allemagne, notamment, progresse chaque jour. Les décisions sont de plus en plus difficiles à prendre au fur et à mesure que le nombre des partenaires augmente dans la Communauté. En outre, les économies des pays-membres sont de plus en plus concurrentes (et non complémentaires); ceci augmente les risques d'affrontement.

Si la détermination ne manque visiblement pas à M. Mitterrand, il convient cependant que la France soit plus prudente dans ses relations à l'intérieur du Marché commun.

Alain SOLARI

mitterrand en afrique :

un voyage pour rassurer

Le voyage de Mitterrand en Afrique montre que décidément le Président vaut mieux que son propre parti. Dommage qu'il ne puisse s'en passer.

Quoiqu'en dise le président français à ses auditeurs ivoiriens, sa visite aux pays modérés de l'Afrique noire francophone avait bel et bien pour but de rassurer. Cela s'imposait après un an de flottements et de contradictions dans la politique du pouvoir socialiste. Au Centre-Afrique la France a joué maladroitement la carte d'Ange Patasse, dont le putsch a échoué piteusement. Elle récidive au Tchad en persistant à soutenir Goukouni Oueddei qui a fait contre lui la quasi-unanimité des factions tchadiennes. Et les chefs d'Etats francophones ont été horrifiés par les théories fumeuses des énarques socialistes sur le développement en Afrique et par l'annonce que désormais la France allait diversifier tout azimut son aide au tiers monde (en la faisant passer, il est vrai, de 0,4 à 0,7% de son P.N.B.).

Or ils considèrent à juste titre qu'ils ont un droit de priorité dans la mesure où il se considèrent comme les membres d'une même famille qui attend de la France la sécurité et le développement. En fait, le seul point positif de la politique africaine à l'issue de l'An I du socialisme est l'action de Jean-Pierre Cot, le ministre de la Coopération, qui a garanti au Cameroun la protection française en cas d'attaque nigériane toujours possible et contrebalance au sein du Conseil des ministres l'influence du calamiteux et anglophile Claude Cheysson.

LE PAYS DE L'URANIUM

Ceci dit, dans quel état François Mitterrand a-t-il trouvé les trois pays qu'il a visités ? Le Niger est une des nations où le revenu par tête est un des plus faibles du monde. Mais un pays qui regorge d'uranium, dont les cours subissent des fluctuations imprévisibles et inadmissibles. Les dirigeants nigériens ont vraisemblablement réclamé à Mitterrand un prix-plancher pour l'uranium ainsi qu'une aide pour la construction d'un barrage sur le Niger (1). Il est sûr en tout cas que François Mitterrand a donné des assurances formelles aux dirigeants nigériens quant à la protection de leur pays

notamment face à la Libye. Assurance qui, il est vrai, ne sont pas trop onéreuse : Khadafi a raté tout ce qu'il a entrepris, est plus ou moins lâché par l'URSS, et se trouve pris dans le collimateur de Reagan. Il a même dû gracier les trois malheureux «Charlots» condamné par lui, sous l'accusation grotesque d'espionnage, à la prison à vie.

PRÉCAIRE «MIRACLE» IVOIRIEN

En Côte d'Ivoire, il a été aussi beaucoup question du cours des produits tropicaux. On peut constater que la détérioration des termes de l'échange n'y est pas un vain mot : le cacao par exemple, qui est coté parfois jusqu'à 2 dollars le kilo, peut aussi, comme l'a rappelé le président français, chuter quelques fois jusqu'à 20 cents. Et François Mitterrand s'est engagé à faire tout son possible pour renforcer le Stabex, ce fond européen de stabilisation des matières premières créé dans le cadre des accords de Lomé (2).

Notons au passage que la Côte d'Ivoire est l'exemple même du pays africain à avoir trop misé sur les cultures de plantation : avec 310.000 tonnes en 1978-79, elle est le premier producteur mondial de cacao, pour le café (275.000 tonnes) elle a le premier rang africain et le troisième rang mondial. Certes Houphouët-Boigny est parvenu à créer une certaine prospérité dans son pays, mais au prix d'une injection massive de capitaux étrangers. Il semble du reste avoir compris son erreur puisqu'il s'est décidé à réorganiser l'agriculture du pays vers les cultures vivrières (riz en premier lieu) et l'industrie locale vers de petites entreprises agro-alimentaires.

Ceci dit, il n'est pas évident qu'il réussisse car il se heurte au problème d'une jeunesse sur laquelle la scolarisation a eu des effets pour le moins ambigus : à partir du moment où il sait lire et écrire, un Ivoirien considère qu'il est indigne pour lui de travailler la terre. De la sorte, on a des dizaines de milliers de demi-intellectuels chômeurs qui s'entassent

dans les bidonvilles d'Abidjan, cette ville en train de suivre l'exemple des mégapoles particulièrement monstrueuses du tiers monde. Et pendant ce temps, la Côte d'Ivoire doit «importer» massivement des travailleurs de Haute-Volta.

Du moins la Côte d'Ivoire bénéficie-t-elle de relations privilégiées avec la France. Cela n'était pas vrai lors du septennat précédent car Houphouët-Boigny avait fort mal pris le cadeau très spécial que lui avait fait Giscard en la personne de Bokassa. Mais maintenant demeure à l'Elysée cet ancien ministre de la France d'Outre-Mer qui en 1951 avait convaincu Houphouët-Boigny, alors leader du R.D.A. (Rassemblement Démocratique Africain) de rompre avec le P.C. pour s'apparenter à son propre mini-parti, l'U.D.S.R.

ET LE SÉNÉGAL ?

La dernière étape du voyage présidentiel était constituée par le Sénégal où il a reçu un accueil triomphal. Ce pays est un cas curieux de réussite politique et d'échec économique-social. Réussite politique : Léopold Sedar Senghor, chantre à la fois de la négritude et de la francophonie, est le seul chef historique de la décolonisation à ne pas avoir été balayé après l'indépendance. Il s'est retiré en 1981, laissant le pouvoir à son dauphin Abdou Diouf : celui-ci, contrairement à son prédécesseur, s'est refusé à canaliser la vie politique dans les moules préfabriqués de quatre partis (conservateur, libéral, socialiste -le parti présidentiel- et marxiste). Il a autorisé le multipartisme. Le résultat a été spectaculaire : passage de quatre à quatorze partis... dont treize d'opposition. Seule la machine gouvernementale a échappé à la balkanisation tribale et elle assurera sans problème la réélection de son chef à la fin de l'année.

Ceci ne doit pas masquer les graves revers économiques : la monoculture de l'arachide a non seulement désertifié des régions entières comme le Cayor de Louga mais ses cours s'effondrent entraînant la régression du pays. Décidément, une décolonisation prématurée et bâclée succédant à une colonisation arbitraire produit des fruits bien amers.

Paul MAISONBLANCHE

(1) Ce barrage destiné à irriguer 100.000 hectares sera installé à Kandaji. Souhaitons qu'il n'aboutisse pas, par gigantisme, aux mêmes déboires que celui construit en 1961 par l'Office du Niger.

(2) Accords de coopération conclus entre la C.E.E. et quarante six pays des «A.C.P.» (Afrique, Caraïbes, Pacifique)

Après avoir interrogé M. Ingmar Granstedt (N° 359) et le professeur François Perroux (N° 360), «Royaliste» publie cette semaine la suite et la fin de son enquête sur l'enjeu industriel en donnant la parole à M. Michel Jobert, Ministre d'Etat - Ministre du Commerce extérieur.

Nos lecteurs connaissent trop l'action de Michel Jobert comme Ministre des Affaires Etrangères de Georges Pompidou puis comme Président du Mouvement des Démocrates pour qu'il soit besoin de présenter longuement celui qui, tout en assumant le lourd héritage de la gestion giscardienne, a préparé la conférence des pays industriels qui se tient au moment même où ce numéro paraît.



● **Royaliste : Comment concevez-vous les relations économiques de la France avec le tiers monde ?**

Michel Jobert : Il y a d'abord l'aide, et le candidat Mitterrand a pris un engagement généreux que tiendra le Président de la République : consacrer 0,7% de notre PNB au tiers monde, hors DOM-TOM. Le chemin vers cet engagement a été entrepris en 1982 et il sera poursuivi en 1983. Au moment où la situation financière du tiers monde se dégrade, cet engagement me paraît avoir une valeur et une importance considérables.

Ensuite, nous devons améliorer les conditions de commercialisation des matières premières des pays du tiers monde. La France fait actuellement tous ses efforts pour que les transferts distribués aux 64 pays ACP de la Convention de Lomé, dans le cadre du système de stabilisation des recettes d'exportations de ces pays (Stabex), ne soient pas réduits, pour des raisons budgétaires, de manière telle que la crédibilité du système s'en trouverait atteinte. Nous restons en outre favorables à la mise en œuvre d'accords internationaux de produits. Nous avons fait en sorte que l'accord créant le Fonds Commun à ces accords soit rapidement ratifié. A la conférence de Paris, la France a fait étendre le système Stabex

aux pays les moins avancés. Le Sommet de Cancun, enfin, a donné le coup d'envoi des négociations globales.

Par delà ces efforts diplomatiques, il y a une volonté concrète de créer et de donner vie à la notion de co-développement; l'Algérie en est un exemple. Nous devons tenter d'équilibrer l'échange commercial et les flux financiers dans une perspective de développement.

Naturellement, il y a des difficultés, dans le secteur du textile, par exemple. Certains pays nouvellement industrialisés nous accusent de protectionnisme, relayés par des pays agricoles qui n'aiment pas la Politique Agricole Commune. Regardons les chiffres : la CEE est le premier importateur mondial des produits des pays en développement et la France y tient bien son rang.

«Le Commerce, et non l'aide», dit M. Reagan. La France doit répondre «le commerce et l'aide», et peut être même, «le commerce grâce à l'aide».



● **Royaliste : Vous avez récemment évoqué la possibilité de mesures de rétorsion à l'égard du Japon. Ne pensez-vous pas que le moment est venu de prendre certaines mesures de sauvegarde ?**

entretien avec michel jobert

Michel Jobert : Je suis frappé de voir qu'en huit ans, le dossier des relations commerciales avec le Japon n'a pas avancé. J'avais, jadis, demandé à M. Missoffe d'y veiller. L'affaire est retombée dans l'oubli des bureaux. En 1980, le précédent Premier Ministre a voulu reprendre la question. Faute d'un peu de volonté, rien ne s'est fait.

Quant à moi, j'ai exploré, au Japon, toutes les possibilités. Le déficit a atteint aujourd'hui neuf milliards de F, et rien, dans le comportement du Japon, n'indique une volonté d'ouverture, ni a fortiori une tentative pour rééquilibrer nos échanges. La politique des faux-fuyants et des «petits cadeaux» se poursuit.

Il faut alors modifier notre comportement, puisque décidément on ne veut pas prendre les avertissements au sérieux. La Communauté a fait un premier pas, en traduisant le Japon devant le GATT. Ce n'est sans doute pas suffisant, et je vois bien qu'il faudra, en négociation avec le Japon, définir les modalités d'une restriction de ses importations en France.

● **Royaliste : Qu'attendez-vous de la prochaine conférence des pays industrialisés ?**

Michel Jobert : J'en attends d'abord des contacts personnels et une discussion entre chefs d'Etat, qui ne sont pas si fréquents pour n'être pas, en soi, utiles et fructueux. Ensuite, je souhaite que l'on s'explique au fond sur la crise économique et monétaire internationale, non pour la déplorer et gémir, mais pour indiquer des voies d'avenir : le développement des technologies d'avenir, des politiques économiques de développement et non de déflation, une politique des changes internationaux saine et responsable. Je voudrais aussi que l'on cesse de condamner la prétendue «montée du protectionnisme», pour chercher une liberté ordonnée des échanges, qui

préserve l'économie de chacun et ouvre les marchés, sans détruire des secteurs et des emplois.

J'en attends une réflexion approfondie sur le dialogue Nord-Sud et sur les relations avec les pays de l'Est. Celle-ci doit à la fois être raisonnable et s'en tenir à des considérations concrètes sur ce que les 7 grands pays doivent accomplir. Enfin, je suis sûr que l'on parlera «commerce international» et que l'on traitera du protectionnisme japonais, et des échanges agricoles. Là encore, c'est moins une solution immédiate de difficultés techniques qu'un effort de rapprochement des points de vue, qui me paraît devoir signifier le succès du Sommet de Versailles.

● **Royaliste : Comment l'industrie française se comporte-t-elle dans la compétition mondiale ?**

Michel Jobert : Il faut rappeler que la France est un nouvel exportateur de biens d'équipement.



Elle n'a donc ni l'expérience, ni la réputation technologique de l'Allemagne et des Etats-Unis. Elle n'a pas non plus réussi, comme le Japon, à concentrer ses exportations sur un petit nombre de dossiers. Donc, nous avons encore beaucoup à apprendre.

Nous avons cependant obtenu des résultats : 91 milliards de F de commandes en 1981, et 19 milliards au premier trimestre de cette année, ce n'est pas sans im-

portance. Or, ceci se produit alors que la concurrence internationale devient plus vive, où nos partenaires disposent de conditions de crédits plus favorables que celles que nous pouvons accorder, au moment aussi où nos principaux acheteurs, les pays de l'OPEP, sont en situation économique et financière plus difficile.

Le solde industriel est donc positif, et le «taux de couverture» des importations par les exportations atteint 110%. Mais ne nous leurrions pas : notre marché intérieur d'automobiles et des biens de consommation, le textile, le meuble, l'électro-ménager, la chaussure sont de plus en plus colonisés par les productions étrangères.

Notre technologie est compétitive, mais le «savoir vendre» en France et à l'étranger des entreprises qui produisent des biens courants, est insuffisant. La compétitivité des prix est moins en cause que l'efficacité de notre commerce.

● **Royaliste** : Peut-on dire que cette compétition obéit réellement aux règles du libre échange ?

Michel Jobert : Les règles du libre échange existent-elles ? Une réalité est celle du Marché Commun et il y a un code de bonne conduite commerciale, c'est le GATT. Puis, chaque Etat définit, dans ce cadre, sa stratégie. Pour la France, c'est l'équilibre délicat entre l'ouverture de son économie sur l'échange international, et la nécessité de ne pas subir une division internationale du travail qui ferait disparaître des secteurs entiers de son industrie.

Nous ne sommes, ni ne serons, protectionnistes : aucun Etat, d'ailleurs, ne l'est délibérément, sauf peut-être le Japon. Il n'y a pas de «marché de protectionnisme pour répondre à la crise», comme le prétendent les Etats-Unis. Il y a simplement des pays plus conscients de leurs intérêts. Et les Etats-Unis, si bons donneurs de leçons, ne sont pas les derniers dans ce domaine. Nous serons, comme eux, plus vigilants sur nos importations, en respectant nos engagements internationaux. Mais nous serons, bien sûr, attentifs aux déloyautés et aux excès des autres.

J'ai proposé la création d'une Commission indépendante pour constater les concurrences déloyales et les préjudices causés à notre économie par les excès d'importa-

tions. Elle devrait permettre d'apporter à votre question, des réponses ponctuelles et précises.

● **Royaliste** : Quelles sont les incidences de la domination outrancière du dollar sur le système monétaire international, et sur les échanges ?

Michel Jobert : Je voudrais d'abord souligner que, depuis 1973, il n'y a plus de système monétaire international : les monnaies flottent au gré de la spéculation des politiques monétaires et des bruits de couloirs, à la corbeille ou au FMI; les euro-dollars prolifèrent; les plus puissants dans le commerce dominant les plus faibles, qui sont souvent les plus pauvres; l'or s'apprécie au gré de la dépréciation des autres valeurs en capital.



Il est normal que cette situation troublée, où l'Europe apparaît comme une sorte de havre monétaire, souvent menacé, profite à l'économie dominante, c'est-à-dire aux Etats-Unis. Ceux-ci ont une part finalement modeste dans le commerce mondial, mais y injectent des dollars, qui sont la monnaie internationale.

Le flottement en baisse, puis en hausse, du dollar, la masse croissante des euro-dollars, sont les facteurs majeurs de perturbation du commerce mondial. Il faut progresser vers une solution qui n'est pas seulement de faire baisser des taux d'intérêt et de maîtriser les fluctuations des taux de change, mais qui est d'instaurer une coresponsabilité dans la gestion de la création monétaire internationale. Tout simplement, il faut rétablir un système monétaire international de parités fixes, où le dollar aurait sa place, qui est éminente, mais où les autorités monétaires américaines ne pourraient en émettre sans frein ni contrainte.

propos recueillis par
Bertrand Renouvin

économie :

Sortir du cercle vicieux

La conjoncture est triste ces temps-ci. Deux chiffres significatifs indiquent cette morosité de l'économie française : une augmentation des prix, au mois d'avril, de 1,1 à 1,2% selon les premières estimations de l'INSEE; un déficit considérable du commerce extérieur de 8,4 milliards (données brutes) ou de 10,5 milliards (données corrigées).

Ces inquiétant résultats réjouissent, discrètement, l'opposition qui n'avait pas fait mieux lorsqu'elle présidait à nos destinées : le chômage massif (aujourd'hui en diminution de 0,2% selon la CEE), l'inflation «à deux chiffres» et le déficit du commerce extérieur ne sont pas apparus avec le gouvernement Mauroy mais faisaient partie des conséquences ordinaires du libéralisme avancé. Aujourd'hui, nous continuons de payer chèrement sept années de giscardisme et nul ne saurait s'en réjouir.

Il n'en demeure pas moins que le gouvernement Mauroy rencontre des difficultés qui tiennent à la fois à une trop faible cohérence de sa politique économique, aux pesanteurs sociales et aux contraintes internationales.

Pour juguler la montée du chômage, le gouvernement a choisi une politique de relance par la consommation alors que nos partenaires mettaient l'accent sur la lutte contre l'inflation, et obtenaient une décélération des prix. D'où la conjonction de deux phénomènes : d'une part l'inflation, non maîtrisée, augmente le prix de nos produits sur les marchés étrangers et décourage donc nos exportations; d'autre part, une politique de relance qui s'effectuant dans un marché très ouvert sur l'extérieur favorise les importations de produits étrangers. Il en résulte des conséquences doublement négatives sur l'équilibre de notre commerce extérieur.

Cela ne signifie pas que la politique économique actuelle soit entièrement négative : face au laxisme libéral, au mol consentement à une division internationale du travail qui ruinait notre économie, le gouvernement a choisi une stratégie de reconquête du marché intérieur et commence de mettre en œuvre une politique industrielle. Mais les résultats, dans une éco-

nomie ravagée par le libéralisme, seront longs à venir. Dès lors, que faut-il faire en plus ?

— Sur le plan des échanges internationaux, la limitation de certaines importations est depuis longtemps une nécessité. Il est heureux que le Ministre du Commerce extérieur se prépare à la mettre en œuvre : il ne s'agit pas de faire de l'autarcie, mais d'en finir avec les concurrences déloyales et de songer à défendre nos propres intérêts.

— Quant à l'inflation, elle pose des problèmes qui sont politiques, et pas seulement techniques : sa



maîtrise suppose le consentement des groupes sociaux, leur participation à un effort général. Or ces groupes crient qu'on les égorge et pratiquent le chantage dès qu'on fait mine de réduire leurs privilèges et de tarir les sources d'enrichissements abusifs. Or, comment engager la bataille sur ce terrain difficile si l'on n'est pas soutenu par un large mouvement populaire ? Cercle vicieux, dont le gouvernement n'est pas prêt de sortir.

Yves LANDEVENNE



soja contre lait en poudre

L'agribusiness à l'échelle mondiale est une des armes majeures de l'impérialisme américain.

L'agribusiness c'est-à-dire la mise des paysans sous la dépendance des firmes d'amont (engrais, pesticides, fongicides) et d'aval (commercialisation et distribution) est d'abord une réalité des pays développés. Il a entraîné un appauvrissement injustifié de la paysannerie : d'où un exode rural sans proportion avec les nécessités technologiques de la mécanisation. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, depuis les années 1930, plus de quatre millions de fermes familiales ont disparu (de 6,8 millions à moins de 2,3 millions). Et la France, il n'y a pas si longtemps à dominante rurale, compte maintenant moins de 9% d'agriculteurs dans sa population active. Cette évolution est désastreuse sur les

plans écologique et de l'aménagement du territoire. Du moins ne conduit-elle pas ces pays à la famine. C'est qu'en Occident, le décollage agricole (le take-off des anglo-saxons) parti des défrichements médiévaux pour aboutir à la révolution agricole du XIXe siècle a permis d'abord l'alimentation des paysans puis le dégagement de surplus pour approvisionner les villes.

Rien de tel dans le tiers monde. Dans ces pays à l'économie agraire primitive, l'introduction de l'agribusiness qui est le fait des multinationales, et d'abord des multinationales américaines, engendre avec d'inquiétantes distorsions de revenus, une faim endémique.

DOSSIER

Des «stratégies de la faim» pour reprendre le titre de l'excellent livre de Susan George (1), voilà ce que sont devenues les puissances néocoloniales. Mais stratégies de la faim aussi les grandes institutions internationales telle la F.A.O. et la Banque mondiale ou les fondations «charitables» qui plaquent de grands projets conçus pour des sociétés industrielles sur les économies fragiles du tiers monde, aggravant ainsi les déséquilibres agraires. Car le développement agricole du tiers monde sera endogène ou ne sera pas.

L'IMPOSTURE DE LA «RÉVOLUTION VERTE»

Une bonne illustration de cette situation est fournie par la trop célèbre «révolution verte».

De quoi s'agit-il ? Voici une quinzaine d'années, les «experts» de la F.A.O. et de la Banque Mondiale ont «suggéré» aux pays sous-développés d'employer des semences qui, obtenues par hybridation, permettaient des rendements spectaculaires. Ainsi, le problème de la faim dans le tiers monde serait-il définitivement résolu. Et le fait est que les premières années, dans les exploitations qui adoptèrent ce système, les rendements augmentèrent de façon notable... avant de décroître de façon brutale.

Que s'était-il passé ? Les V.H.R. (variétés à hauts rendements) exigent davantage d'éléments fertilisants et d'eau que les variétés plus rustiques et épuisent le sol. Les paysans les plus riches réagirent en fertilisant la terre à coup d'engrais achetés au prix fort aux compagnies multinationales. Les autres durent vendre leurs terres et grossir le sous-prolétariat urbain des grandes agglomérations. Deux des objectifs de la «révolution verte» ont été atteints : constitution d'une bourgeoisie rurale et fourniture d'une nourriture à bas prix pour les masses urbaines. En revanche un tel processus entraîne à terme assez court la disparition de la petite paysannerie. On objectera que, si cruel que ce soit, c'est le seul moyen de fournir une main d'œuvre aux villes et de faire décoller industriellement ces pays, comme cela s'est produit voici un siècle et demi en Occident. Eh bien non, justement. Car ces villes cancéreuses — Mexico s'achemine vers 30 millions d'habitants à l'horizon 2000 ! — ont pas ou peu d'emplois à offrir à leurs nouveaux habitants. Dans ces villes clochardes, ces derniers arrivés vi-

vent, ou plutôt survivent, de petits métiers, de délinquance et de mendicité.

LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Voilà pour l'amont. Dans le secteur de la production, l'intervention des grandes compagnies n'est pas nouvelle puisqu'aussi bien dans les pays récemment décolonisés qu'en Amérique latine, elles possédaient des cultures de plantation (café, coton, cacao...) qui réduisaient d'autant la place consacrée aux cultures vivrières et rapportaient aux Etats exportateurs moins d'argent que n'en coûtaient les produits manufacturés importés. C'était la fameuse «loi de la dégradation des termes de l'échange».

Aujourd'hui, la stratégie des multinationales est plus complexe : il s'agit de faire produire sur place, dans ces pays dominés, les produits que désirent leurs minorités urbaines privilégiées et les consommateurs des pays occidentaux. Pour le coup, on peut parler de stratégie de la faim. En effet, la première étape à franchir, pour faire sortir un peuple de la sous-alimentation est de lui faire consommer des calories et des protéines d'origine végétale. La viande est un luxe de riches puisqu'il faut faire consommer trois protéines végétales à un porc pour qu'il produise une protéine et... onze protéines végétales à un bœuf. Or les multinationales de l'agribusiness ont imaginé de faire produire aux pays sous-développés des céréales destinées à l'alimentation animale et humaine dans les pays développés. A ce niveau plusieurs techniques sont possibles. La multinationale peut acheter des terres pour y installer des ranches géants. C'est ainsi que de 1973 à 1976, l'O.P.I.C. (overseas private investment corporation) organisme gouvernemental américain, a contribué à quarante six projets réalisés par toute la fine-fleur de l'agribusiness américain, de Cargill à Ralston Purina, et allant de Ranches bovins à Panama à l'élevage de volailles en Inde, en passant par la fabrication d'aliments pour bétail au Brésil.

LE PROCESSUS D'INTEGRATION

Mais un tel procédé suppose que la multinationale assume les risques de la production. Le fin du fin est maintenant de passer un contrat avec le petit paysan

qui l'intègre complètement. La multinationale lui fournit la semence ou les poussins, lui achète sa production, mais n'assume aucun risque. Ainsi, en Amérique centrale, les producteurs de fruits et légumes à destination des Etats-Unis ne se voient pas payer les produits avariés au cours du transport ou jugés à l'arrivée de couleur insuffisamment appétissante.

Bien entendu, les résultats sont désastreux pour le tiers monde littéralement pillé. Les statistiques (pourant d'origine américaine) de l'U.S.D.A. reconnaissent qu'au Guatemala, où entre 1961-65 et 1970 la production de viande a augmenté de 40%, la consommation y a baissé de 6%; pour le Honduras, les chiffres correspondants sont de +77% et - 9%; pour le Costa-Rica + 92% et - 26%. Pendant ce temps, les Etats-Unis, bien qu'étant capables de satisfaire 95% de leur consommation en viande, sont de loin les plus grands importateurs de viande bovine du monde.

Parfois, la céréale de base est importée telle quelle en Occident. Et c'est le cas désolant de la Thaïlande. Ce pays, qui naguère ignorait la famine, voit sa production de manioc exportée en Occident et notamment dans les pays de la C.E.E., au grand dam des agriculteurs de la Communauté. Les paysans thaïlandais se sont détournés des autres productions vivrières notamment le riz pour se lancer dans la production du manioc qui presque entièrement exportée a été multipliée par cinq au cours des huit dernières années. Or cette culture d'abord fructueuse, financièrement parlant, épuise les sols. Les plus gros propriétaires peuvent se permettre d'utiliser des engrais, mais les autres pour le faire doivent emprunter à l'usurier et, ne pouvant rembourser, voient leurs terres saisies. Ainsi, une fois de plus, la modernisation sans discernement aboutit à l'éviction de la paysannerie la plus pauvre.

Notons au passage que très souvent la culture implantée pour la consommation animale et humaine vient supplanter une culture vivrière de base. L'exemple du Brésil est particulièrement significatif. En 1970 il produisait un million et demi de tonnes de soja sur 1.320.000 hectares. Six ans plus tard, sous l'impulsion de huit compagnies multinationales dont trois seulement sont d'origine brésilienne, cinq autres - dont Cargill - étant américaines, la récolte

frisait les 13 millions de tonnes et la superficie cultivée avait sextuplé. Le tout au détriment de la culture traditionnelle du maïs (diminution de 20% de la surface cultivée) et surtout du Feijao, ce haricot noir qui constitue l'aliment de base du Brésilien, dont le prix tripla en l'espace de quelques mois en 1972-73 et qu'il a fallu rationner. Non sans incidents : ainsi en octobre 1976, la police dut disperser à coups de matraques une file d'attente devant un super-marché, et en novembre de la même année, aux élections, 200.000 Cariocas (2) marquèrent sur leur bulletin de vote «Feijao» au lieu du nom d'un des candidats. Actuellement le Brésil est importateur de Feijao.

CONDITIONNER LES BESOINS

Par ailleurs, il est à remarquer que l'intégration des agricultures des pays sous-développés se manifeste aussi au niveau du conditionnement du produit et de celui du changement, en fonction de la technologie des multinationales, des habitudes alimentaires des populations. C'est ainsi que Coca-Cola a réussi à généraliser au Mexique la consommation du «refresco», soda dont la valeur nutritive est quasi-nulle, mais dont l'achat ampute les maigres budgets alimentaires des consommateurs. De même, les Américains ont introduit en Corée du Sud la consommation du maïs... dont les importations sont passées de 3.000 tonnes en 1967 à 450.000 tonnes en 1972, pour le plus grand profit de Purina, Livestock et Cargill.

Il est vrai que les Etats-Unis consacrent des sommes importantes à l'aide alimentaire mondiale dans le cadre de la loi P.L. 480. Mais on ignore trop souvent qu'un cinquième seulement des sommes engagées est constitué de dons. Le reste est distribué sous forme de prêts remboursables en monnaie locale et qui permettent une meilleure implantation de l'agribusiness américain et surtout de multinationales qui n'ont rien à voir avec l'agriculture, firmes minières, pétrolières, pharmaceutiques, hôtelières, par exemple. Ainsi se vérifie ce que disait voici plus de dix ans le sénateur Mac Govern : «les pays que nous aidons aujourd'hui seront nos clients demain». Des clients qui d'ores et déjà achètent davantage qu'ils ne reçoivent d'aide, comme



on peut le constater au Pakistan, aussi bien qu'au Sénégal, au Niger, au Nigéria ou au Tchad.

Il y a mieux : le programme spatial Landsat a permis la mise sur orbite de cinq satellites. Ces satellites renseignent bi-quotidiennement les Etats-Unis sur l'état de chaque kilomètre carré de la planète, donc sur l'évolution journalière planétaire des récoltes de l'année. On conçoit qu'un tel avantage permette aux Etats-Unis ce qu'il faut effectivement appeler une «stratégie de la faim».

QUE FAIRE ?

Face à un tel «food power», si accablant, si écrasant, il semble présomptueux de définir une stratégie de rechange. D'autant plus que les grandes firmes européennes - Nestlé en est l'exemple le plus frappant - ont calqué leur politique sur celle du «food power» américain. Un gouvernement français réellement libéré de la tutelle idéologique de Washington pourrait indiquer la voie à suivre aux pays du tiers monde : se développer dans le cadre de leur traditions et en comptant d'abord sur leurs propres forces. L'ennui, c'est que les élites de ces pays sont frottées de culture occidentale mal digérée. Incapables de faire rattraper de façon adaptée à leur pays, leur retard sur l'Occident, elles sombrent dans le mimétisme de l'Amérique. Et cela donne ce que

René Dumont appelle le mal développement : hier en Iran avec le Chah, aujourd'hui avec le Mexique et le Brésil. Ou bien, par réaction de rejet brutal et sanglant de tout ce qui vient de l'Occident, c'est l'horreur cambodgienne ou la chienlit khomeiniste.

C'est dire que les objectifs de la France doivent être à la fois modestes et de longue haleine : en Afrique francophone où notre influence reste forte, nous devons faire pulluler les micro-réalisations des organisations authentiquement caritatives d'institutions comme le Secours Catholique ou Frères des Hommes. Et pour terminer cet article assez sombre malgré tout sur une note d'espoir, nous voudrions citer l'exemple de ce dispensaire du Burundi (2). Miriam, la responsable avait à soigner en moyenne un cas de kwashiorkor par famille. Pour faire face à cette terrible maladie de dénutrition infantile, elle aurait pu utiliser du lait en poudre comme de généreux donateurs occidentaux le lui proposaient. Elle refusa, car cela aurait créé dans la population un besoin qu'elle était hors d'état de satisfaire monétairement et qui l'aurait donc rendu tributaire du dispensaire. Elle préféra utiliser de la bouillie de soja, cultivé sur place, de façon à permettre aux familles, dans un stade ultérieur, de faire elles-mêmes face au mal. Il faudrait des milliers de Miriam pour faire décoller le tiers monde.

Arnaud FABRE

(1) Susan George : -Stratégies de la faim- Ed. Grounover.

(2) D'après Jacques Berthelot et François de Ravignan : Les Sillons de la faim. Ed. L'Harmattan.





les émirs français

Le livre de Pierre Péan et Jean-Pierre Séréni porte un sous-titre explicite : l'aventure du pétrole tricolore.

Il s'agit de l'histoire des sociétés pétrolières françaises, non seulement de la Compagnie Française des Pétroles, mais aussi de l'irrésistible ascension de la Société Nationale ELF-Aquitaine.

La volonté d'indépendance nationale a pour origine le refus de la Standard Oil d'approvisionner la France en pétrole, en 1918, au moment crucial de la guerre. Un homme, d'ailleurs fils d'un général de la Grande Guerre, incarnera cette volonté pendant près d'un demi-siècle, il s'agit de Pierre Guillaumat. Dès 1928 une loi réglemente le marché pétrolier français - et prévoit la création de la C.F.P. et du Bureau de Recherches de Pétrole. Alors la France concentre ses recherches sur son Empire, pour ne pas heurter davantage les « 7 sœurs ». Plus tard pour faire échec aux visées allemandes, le régime de Vichy crée la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine. Une fois lancées, ces sociétés poursuivront l'objectif initial malgré l'instabilité gouvernementale et surtout grâce à ces corps de commis de l'Etat que que sont entre autres l'Ecole des Mines et Polytechnique. Avec la Régie Autonome des Pétroles, le trio reçoit mandat à la Libération, pour poursuivre sa mission initiale. Toutes trois, à divers degrés cependant, ont l'Etat pour actionnaire majoritaire. De nombreuses découvertes sont à leur actif : en Tunisie, en Algérie (Hassi Messaoud), puis à Lacq, mais une rude bataille doit être menée pour imposer ce pétrole aux Sept Sœurs et même à la CFP - avec le soutien du général de Gaulle, de retour au pouvoir - tour à tour pour son raffinement, sa distribution et sa part sur le marché national. La loi de 1928 permet de l'emporter et pour renforcer les sociétés natio-

nales, on procède à leur fusion. C'est la création de l'Union Générale des Pétroles qui obtient des « Majors » une part du marché triple des 5% du début. Finalement, la France impose la participation de ses sociétés au sein du marché pétrolier :

A nouveau se fait sentir la nécessité de faire fusionner les sociétés pétrolières françaises qui ont des actionnaires privés minoritaires.

Les découvertes se succèdent en Algérie, Libye, Gabon, Nigeria, Cameroun, Congo, en même temps que nos sociétés prennent pied au Proche Orient, notamment en Irak. Ainsi s'affirme sûrement la puissance d'Elf-Aquitaine, malgré les revers comme lorsque, par exemple, les Etats nationalisent leurs avoirs. Cette puissance devient dangereuse dans la mesure où les sociétés pétrolières, qu'elles soient entièrement ou majoritairement contrôlées par l'Etat, tendent à s'émanciper de leur tuteur. Elle leur permet de traiter d'égal à égal, voire d'imposer leur volonté, qui peut devenir contraire à l'intérêt national, et même de constituer un Etat dans l'Etat.

C'est d'ailleurs ce qui se passe avec Elf-Aquitaine, qui avec l'appui du libéralisme économique giscardien, est sortie du cadre de sa mission originelle, au point d'entrer en conflit avec son ministre de tutelle, André Giraud, qui a dû céder.

Le gouvernement ne devrait-il pas reprendre mieux le contrôle de cette société et se montrer plus vigilant à l'avenir pour les nouveaux groupes nationalisés ?

Philippe LABARRIERE

Pierre Péan et Jean-Pierre Séréni - *Les émirs de la République* - Le Seuil. Prix franco 73 F.

Jean Dumont est un personnage peu ordinaire. Dans un livre précédent où il réfutait les thèses d'Alain Peyrefitte sur le mal français, il avait déjà fait preuve de ses vastes connaissances historiques. Catholique passionné, il enseigne et vit en Espagne dont il a fait sa seconde patrie. Là est peut-être le secret de son projet d'un nouvel ouvrage réfutant les idées reçues sur l'histoire de l'Eglise que pour sa part il semble voir avec les lunettes d'un Espagnol de Reconquista. Rappelons que Jean Dumont a eu l'occasion de présenter son livre lors d'un récent « mercredi de la NAR » où il s'est montré très brillant.

l'église et l'histoire

La première partie, « L'Eglise mal historique ? » est à coup sûr la plus solide. L'auteur met d'abord à mal le couplet sur l'Eglise destructrice de la civilisation romaine repris en chœur par les néo-paganisants du G.R.E.C.E. Il montre au contraire que l'Eglise s'est coulée dans les moules de la romanité tout en la renouvelant et en la transformant. Ce qui donna aux IV^{ème} et V^{ème} siècles une somptueuse « antiquité tardive » pour reprendre l'expression d'Henri-Irénée Marrou. Jean Dumont, entre autres faits qui attestent cette symbiose, rappelle les lamentations de saint Jérôme après le sac de Rome par le chef wisigoth Alaric. Il s'en prend ensuite à ceux qui, tel Alain Peyrefitte, l'éminent signataire du « Mal français » reprochent à l'Eglise d'avoir véhiculé le « mal romain » c'est-à-dire le despotisme d'Etat, la centralisation et l'uniformisation, alors que la Réforme aurait favorisé l'établissement de « sociétés de confiance » fondées sur l'initiative individuelle. L'auteur n'a pas de mal à rétorquer que toutes les grandes initiatives apostoliques sont venues de la « base » (Ignace de Loyola fondant, avec quelques amis, les jésuites) et ratifiées ensuite par le siège romain qui a canalisé mais non tari la sève évangélique. On ne peut en dire autant des Républiques théocratiques, qu'elles aient été fondées par Bucer à Strasbourg, par Zwingli à Zurich, ou par Calvin et Farel à Genève. Par ailleurs Dumont oppose l'exubérance de l'art baroque dans les pays de catholicisme post-tridentin à la stérilité glacée de la quasi-totalité des protestants. En outre l'on constate que même dans les pays réformés qui sont restés décentralisés, faute d'un Napoléon (Etats-Unis en tête) la démocratie locale s'est petit à petit vidée de sa substance. (1)

Mais c'est surtout dans sa défense et illustration de l'action de l'Eglise en faveur des Indiens d'Amérique latine que Jean Dumont se montre brillant et convainquant. Si l'on excepte en effet les exactions commises lors de la première colonisation aux Antilles, par les bandes du si-

nistre Christophe Colomb et le collapsus démographique d'origine virale - dont on ne peut tout de même rendre coupables les Espagnols - l'action de la Couronne madrilène et de l'Eglise furent bénéfiques pour les Indiens. S'appuyant sur d'autres sources que le discutables Las Cases, l'auteur rappelle quelques vérités premières. D'abord Cortès fut soutenu dans sa conquête du Mexique par les peuples asservis par les Aztèques et qui en avaient assez de servir de réservoirs pour les milliers de sacrifices humains annuels. Ensuite la fameuse encomienda tant décriée était en réalité un système de commanderie qui protégeait l'Indien contre son « patron ». Et Dumont cite nombre de jugements de magistrats hispaniques donnant tort aux « propriétaires » contre leurs « desservants ». L'auteur note au passage que l'actuelle population de l'Amérique hispanique est à dominante indienne ou métisse... ce qui contraste avec leur quasi-extinction organisée au sein de la « société de confiance » nordaméricaine.

Quel dommage que la seconde partie du livre « L'Eglise, maîtresse d'intolérance », ne nous semble pas à la hauteur de la première. L'auteur y défend l'Inquisition avec des arguments que nous n'avons pu vérifier, mais qui, pour certains, nous apparaissent comme de véritables défis au bon sens. (2)

Ensuite, Jean Dumont commet l'erreur inverse de l'école historique protestantisante de Michelet, Lavis et Monod, en donnant, à propos des guerres de religions, uniformément raison aux Catholiques et tort aux Protestants. La crédibilité de l'ouvrage s'en trouve amoindrie.

A. F.

Jean Dumont - *L'Eglise au risque de l'histoire* - Ed. Critérion. Prix franco : 93 F.

(1) Ainsi la participation aux élections locales tombe-t-elle parfois à 3,5% comme J. Dumont a pu le constater lors d'un voyage en Rhode-Island.

(2) Ainsi J. Dumont signale-t-il que certains inquisiteurs espagnols faisaient dresser face au bûcher de belles statues venues d'Italie afin que les condamnés puissent mourir en contemplant de la beauté !!!

Lorsque Jean-Marie Lustiger fut appelé par le Pape au siège de Paris, les media ne purent évidemment s'empêcher de rappeler les origines juives du nouvel archevêque. C'était l'élément piquant propre à éveiller l'intérêt. Celui qui était né Aaron ne se déroba pas aux questions, sans les avoir sollicitées. Mais savait-on, à quelle profondeur de secret on l'atteignait ainsi ? Sa mère morte à Auschwitz avec la plupart des membres de sa famille. Le mystère de sa conversion, un christianisme qui ne pouvait être la trahison du judaïsme mais l'expression d'une fidélité peu compréhensible à ses frères juifs. Je me demande si les Allemands n'ont pas mieux compris que les Français, ses propres diocésains, la grandeur du destin d'une personne et la grâce qu'elle signifiait. Que Urs von Balthasar ait traduit pour le plus grand éditeur d'Outre-Rhin les sermons de l'ancien curé de Ste Jeanne de Chantal, constitue déjà un indice sérieux. Il y en avait eu un autre, lorsque les autorités officielles de RFA avaient invité à la fin de l'année dernière l'archevêque de Paris à Bonn et que ce dernier avait fait devant elles une réflexion magistrale sur l'Europe et la nécessité de fonder l'accord de ses peuples sur la rédemption du passé qui pèse sur elle. Dans la bouche de Jean-Marie Lustiger, de tels propos avaient un accent qui devaient par delà ses auditeurs émouvoir tout un peuple.

A l'autre bord de la Méditerranée, il aurait été étonnant que l'avènement d'un juif au siège de Paris ne provoque pas des réactions et des questions. De fait, les questions ont été posées clairement lors d'un entretien publié par le quotidien israélien «Ledit Haharonot» et dont la revue de Pierre Nora «Le Débat» nous donne opportunément la traduction. Dans cet entretien, l'archevêque, pour la première fois, expose le fond du débat entre judaïsme et christianisme et celui-ci s'éclaire singulièrement par sa propre histoire et même le scandale que sa conversion peut provoquer chez les uns et les autres *«J'ai revendiqué ma qualité de juif, précise-t-il au début de la conversation, mais ce n'était pas du tout pour entrer dans une querelle théologique. Je n'ai jamais prétendu que j'allais être simultanément un bon juif, selon la définition des rabbins, et un bon chrétien selon la définition de l'Eglise. Mais vous comprendrez que ne ne puisse pas, sans perdre ma propre dignité et la dignité que je dois à mes parents et celle que je dois à tous ceux dont je suis irrévocablement solidaire, ne pas revendiquer ma condition de juif. Dans les temps de persécution comme dans les temps de paix. Je l'ai fait non pour blesser, mais par respect pour la vérité et pour ce qui lui est dû.»* Cette vérité, c'est sa condition irréductiblement juive et s'il n'entend pas provoquer de querelle théologique, le fait même de sa condition a une signification théologique qu'il ne lui est pas possible de fuir. Le jeune Aaron est devenu chrétien, il est donc passé d'une religion à l'autre, mais cette autre était *«comme portée dans le sein de la première»*. Le Christ lui apparut comme Messie et figure du peuple juif. A ses parents que sa conversion, en pleine adolescence, ne pouvait que heurter, il explique qu'il n'a pas cessé d'être juif, mais qu'il a découvert une manière de l'être. Pour son baptême, il conserve son premier prénom en lui associant

jean-marie lustiger ou la grâce qui nous est donnée

deux autres qui sortent eux aussi droit de la Bible.

Pourtant, cette unité qui lui apparaît totale, pleine entre les deux testaments en continuité parfaite n'empêche pas, judaïsme et christianisme de coexister comme deux réalités autonomes après s'être exclus mutuellement des siècles durant. Il est trop facile pour un chrétien d'affirmer rapidement qu'il n'y a pas de difficulté puisque l'alliance nouvelle a rendu caduque l'alliance ancienne. C'est faire bon marché du peuple de la promesse et de sa prodigieuse histoire où il est impossible de ne pas discerner la fidélité d'un peuple à la Loi-Saint Paul lui-même aurait-il évoqué le retour du peuple juif à la fin des temps, si le judaïsme perdait sa valeur religieuse avec la naissance de l'Eglise ? Et puis l'histoire a suffisamment montré depuis Marcion que le Christianisme était infidèle à lui-même lorsqu'il prétendait rompre avec ses sources vétéro-testamentaires. Comment faire l'impasse sur les trésors spirituels d'une tradition qui s'est continuée depuis deux mille ans. A la limite, une certaine rigidité prétendument orthodoxe serait insoutenable.

Lorsque Mgr Lustiger déclare que le rapport entre judaïsme et christianisme est dans la théologie chrétienne moderne «une question encore à peine abordée», il nous donne un aperçu de la tâche à accomplir qui n'est d'ailleurs par le seul bien de la théologie chrétienne. Dans son œuvre majeure *«L'étoile de la Rédemption»* Franz Rosenzweig aborde lui aussi la question; il le fait dans une perspective de réciprocité, en montrant, lui juif, comment les chrétiens sont nécessaires aux juifs et réciproquement. *«Devant Dieu, tous deux, juif et chrétien sont par conséquent des ouvriers travaillant à la même œuvre. Il ne peut se priver d'aucun des deux. Entre eux, il a de tout temps posé une inimitié, et néanmoins il les a liés ensemble dans la réciprocité la plus étroite.»* Certes Rosenzweig établit ces oppositions et cette convergence dans une perspective qui lui est tout à fait propre. Mais on ne saurait sous-estimer la valeur d'une volonté juive de non exclusion.

De son côté Mgr Lustiger rappelle : *«Si les chrétiens étaient fidèles au don que Dieu leur a fait, en devenant à leur tour «enfants de Dieu», «fils de Dieu», comme le sont les enfants d'Israël, mais d'une autre façon, en la per-*

sonne du messie qui les accueille, ils comprendraient qu'ils sont entrés d'une manière suréminente dans le don qui est fait à Israël, un don dont Israël lui-même ne mesure pas toujours la grandeur. Ce que je souhaite au fond de moi-même, c'est ceci : une double reconnaissance. Je souhaite que les chrétiens n'oublient pas - je suis en train de commenter Saint Paul en ce moment - qu'ils ont été greffés sur une racine unique. Et la racine, c'est Israël. Et la racine demeure.» Dans sa perspective à lui tout à fait différente de Rosenzweig, l'archevêque de Paris introduit des termes de réciprocité, qui sont dans le mouvement même des données théologiques du christianisme.

Quand Mgr Lustiger parle à propos des nations devenues chrétienne d'enfants inattendus que le peuple juif pourrait se reconnaître, il n'est pas loin de Rosenzweig écrivant que le judaïsme *«alimente invisiblement les rayons qui deviennent visibles dans le christianisme et s'éparpillent pour entrer dans la nuit du pré-monde et du sous-monde du paganisme»*, mais pour que de tels sentiments soient partagés unanimement par les deux communautés, il faudrait poursuivre plus avant le rapprochement, et s'attaquer à cette jalousie mutuelle qui remonte sans doute au premier siècle où juifs et chrétiens s'affrontaient dans des communautés concurrentes : *«La raison de la persécution, ce fut la jalousie, au sens spirituel du mot. Elle peut être changée en émulation et source de bénédiction.»*

Certes le dialogue n'échappe pas aux difficultés communes à l'œcuménisme. Justement, le mérite de Jean-Marie Lustiger est de l'aborder à la fois avec toute la compréhension possible, en connaissance approfondie des deux univers religieux et avec une rigueur qui exclut tout syncrétisme. Cela ne serait rien encore, s'il n'y était tout entier engagé spirituellement. Les parisiens et les Français devront bien se rendre compte que cet archevêque juif est un signe que le ciel leur a donné pour éclairer leur propre vision spirituelle. De tout temps, l'existence irréductible d'un peuple juif a été pour les chrétiens le témoignage de la réalité de leur propre foi. Celle d'un archevêque prénommé Aaron est un témoignage irrécusable de l'unité de cette foi, de son enracinement et de son accomplissement. Lorsque Pie XI affirmait que nous étions spirituellement des sémites, il ne prononçait pas des paroles de circonstance. Il exprimait le caractère juif du christianisme, caractère si exclusif que lorsque les chrétiens perdent leur enracinement biblique, ils redevennent des païens. Les circonstances mêmes ne sont pas contingentes. Nous n'en avons pas fini avec la rédemption d'un passé européen qui pèse sur nos nations, et sur notre propre nation. Il ne nous est pas non plus indifférent que Jean-Marie Lustiger se réfère souvent au sens de la nation et à notre patrimoine national. Aaron-Jean-Marie Lustiger, ou la grâce que Dieu nous a donné.

Gérard LECLERC

«Le débat» 20 mai 1982.
Franz Rosenzweig -L'étoile de la Rédemption- Le Seuil.

Il faut s'adresser ici à ceux qui aiment suffisamment l'histoire pour ne pas souffrir de lui voir donner sans cesse le masque magistral de l'instituteur républicain. La science historique permet de comprendre le monde actuel, mais il est insupportable d'entendre expliquer le passé avec les instruments de l'idéologie dominante contemporaine.

martin-guerre ou le retour de l'histoire

Si vous pensez cela, votre soirée du lundi (30% de réduction sur le prix des places de cinéma) est organisée. Un large détour vous aura auparavant permis d'éviter «La Nuit de Varennes», dont les affiches, avec cette énorme co-carde qui s'en détache, semblent autant de cibles désignées au tir de modernes chouans. Tel serait d'ailleurs le seul intérêt de cette production dont l'ineffable M. Toscan du Plantier déclarait qu'elle était «le premier film du Changement». Ayant échappé à ce danger, réfugiez-vous dans la salle où l'on projette «Le retour de Martin-Guerre».

Changement de décor. Après la route de l'Est, la montagne ariégeoise. Après les personnages symboliques du siècle des «Lumières», la tentative de description du pays réel au seizième siècle. Daniel Vigne s'y emploie d'ailleurs avec une bonne volonté touchante; la caméra s'attarde sur les basses-cours, balaie avec complaisance les scènes de la vie porcine, recherche avec une précision et une patience d'entomologiste chaque détail de la vie de ces populations exotiques qu'étaient nos ancêtres paysans. Avec certes le clin-d'œil de l'initié qui se veut vulgarisateur : Vous avez bien vu ! C'est ainsi que se

passait un mariage dans le comté de Foix ! Et Gérard Depardieu, d'ailleurs excellent comme de coutume, qui quitte parfois l'habit du paysan ariégeois pour tenir le discours d'un jeune avocat de 1982 ...

Ne vous laissez pas démonter par ces tout petits défauts, et ayez le courage de supporter certaines scènes peut-être un peu longues du début. C'est le tribut que l'on doit payer à celui qui a seulement voulu nous faire partager son amour d'un lieu et d'une époque, sans se servir d'eux pour on ne sait quelle justification anachronique d'un engagement actuel.

Le «Retour de Martin-Guerre» n'est pas un film régionalisto-écologico-champêtre; le seizième siècle n'est ni l'âge d'or ni la barbarie. Il connaît, comme le nôtre, ses joies et ses peines; on y rencontre la misère et la superstition, mais dans une communauté qui n'a d'autre maître qu'elle-même et un lointain Parlement. La justice du Roi y est dure, mais elle est aussi le contraire de l'arbitraire.

Le «Retour de Martin-Guerre», c'est la chronique d'une France monarchique obsédée par l'idée de Justice.

René ADRIERS

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

une histoire des hommes



«Nous ne devons pas prétendre à la gloire humaine, les guerres civiles n'en donnent point» dit Bonchamps avant de prendre les armes. C'est pourtant une épopée que Jean-François Chiappe entreprend de raconter (1), à travers les principaux héros de l'insurrection vendéenne.

Nous autres Français avons le pêché, pas si mignon, de faire revivre sans cesse nos affrontements passés, même ceux qu'on croyait recouvert par les siècles : ainsi la guerre des Albigeois qui ressurgit, dans les cœurs, après une célèbre émission de télévision. Plus près de nous, la guerre de Vendée a laissé de cruels souvenirs dans le pays même tandis que, de l'autre côté, les instituteurs entretenaient la haine des «Brigands». Qui n'a encore dans sa mémoire l'image du petit Bara de nos livres d'école ?

L'auteur de la «Vendée en Armes» (qui nous a donné il y a quelques années un excellent «Cadoudal») échappe heureusement à cette vision manichéenne de l'histoire engagée : tous les soldats de la République ne furent pas des assassins, et les Chouans ne ressemblaient certes pas aux bergers de «L'Astrée». Sans cacher ses préférences, Jean-François Chiappe a fait œuvre d'historien et contribué à poser les vraies questions, en s'efforçant de les débarrasser des passions excessives.

Car l'insurrection vendéenne pose de vraies questions, qui furent très longtemps éludées par les historiens républicains comme par les marxistes. D'un côté la condamnation sans nuances, de l'autre le silence : Marx ne dit pas un mot de ce soulèvement authentiquement populaire, non plus que son disciple Boris Prochnev, spécialiste des révoltes paysannes. La Vendée gêne en effet : c'est une insurrection pour la liberté contre

les apôtres d'une Liberté théorique qui enclencha la mécanique de la Terreur; c'est un soulèvement démocratique (l'Ouest formait le pays «le plus démocratique que la France ait jamais connu» disait le duc de Lévis-Mirépoix); et ce mouvement «libértaire» et démocratique est spontanément royaliste et inspiré par un simple et profond catholicisme ! Immense défi à l'idéologie de la république jacobine et bourgeoise, contradiction insoutenable qu'il fallait absolument écarter, par le silence ou la réprobation morale.

Pourtant, la question réapparaît aujourd'hui, grâce au travail des historiens, tandis que des anciens de Mai 1968 (tel Michel Le Bris, le mois dernier à la télévision (2)) s'interrogent sur cette lutte, tandis qu'en Vendée même la mémoire de ce qu'il faut bien appeler un génocide se perpétue dans la jeunesse. Très documenté et très vivant, le livre de Jean-François Chiappe est à conseiller à tous ceux qui préfèrent l'histoire des hommes à celle fabriquée par les idéologues.

Sylvie FERNOY

(1) Jean-François Chiappe - **La Vendée en armes (I)** - 1793 - Ed. Perrin. Prix franco : 109 F.

(2) Outre cette émission sur la Vendée, merci à la télévision de nous avoir donné, le jeudi de l'Ascension, un gentil film sur la chouannerie et un autre, remarquable, sur Saint Louis. C'est ce que certains appellent une «télévision livrée à la propagande socialiste».

ACTION ROYALISTE

une course de vitesse

Nous publions ci-dessous la première liste des lecteurs de «Royaliste» qui ont répondu à notre appel à l'aide. Qu'ils soient particulièrement remerciés puisque leur réponse rapide nous a permis d'honorer nos engagements échus à la fin du mois de Mai.

Mais notre inquiétude demeure entière pour nos prochaines échéances, en particulier, celle de fin juin et celle du 15 juillet. D'ici là - c'est à dire très

vite - il nous faut l'aide de tous nos amis pour franchir ce pas difficile. Nous comptons sur eux, c'est-à-dire que nous comptons sur VOUS.

Yvan AUMONT

P.S. Dons à l'ordre de «Royaliste»
CCP Paris 18 104 06 N Paris.

1ère LISTE DE SOUSCRIPTEURS

Ano. Dijon 49 F - H. Houzet 90 F -
F. Martin 200 F - M.G. 100 F -
G.G. 35 F - J. Rémy 40 F - Ch.
Bru 75 F - J. Domec 200 F - Ano.
Drôme 40 F - Mme Lassalle 50 F -
O. Moulin 130 F - Boucheron
110 F - Ano. Ariège 40 F - Ano.
Aude 20 F - Derreumaux 40 F -
M. Hocquet 50 F - Briot 54 F -
Ano. Drôme 100 F - G. Bollut

140 F - X.S. 28 F - Paris 102 F -
A. Lazinier 450 F - J-P Hollender
90 F - J. Pidancet 40 F - Mme Ser-
tin 140 F - Juin Rimbart 20 F -
Willotte 190 F - Ano. Rennes
40 F - Deladrière 90 F - P.B. 15 F -
J.F.T. 15 F - R.S. 10 F - G. Tail-
leur 40 F - A. Fincato 190 F - R.
Hostache 100 F - M. Badier 20 F -
C. Joannelle 10 F - A. Kayser
40 F - JM Joubert 200 F - G.
Chaigneau 58 F - Ano. Paris 7ème

500 F - Ch. Fleury 90 F - JL Lan-
hers 100 F - Ano. Nantes 50 F -
G. Boyer 250 F - J-L Vigier 300 F -
D. Helfer 15 F - JB 32 F - Ano.
Limoges 30 F - Ano. Somme 30 F -
J. Bonnaffons 60 F - R. Crespin
100 F - J. Ebstein Langevin 100 F -
H. de Cessole 40 F - JJ Boisse-
rolle : 100 F.

Total de cette liste : 5239 F

COMMUNIQUE DU COMTE DE PARIS

J'apporte un démenti catégorique aux prétendues révélations faites par le «Figaro-magazine».

Les opinions et souhaits qui me sont attribués dans la note allemande publiée par cet hebdomadaire sont diamétralement opposés aux soucis et aux convictions que j'ai exprimés à l'époque et depuis.

Les affabulations de ce fonctionnaire n'expriment en réalité que le banal désir de se mettre en valeur auprès de ses maîtres.

Ce «document» doit par conséquent être traité avec mépris.

Henri, comte de Paris

le 27 mai 1982

mercredis de la n.a.r.

Réunion tous les mercredis à 20 heures dans les locaux du journal. Nous invitons tout particulièrement les nouveaux sympathisants et les lecteurs au numéro à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

Les conférences sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet froid (participation aux frais du buffet : 12 F).

● **MERCREDI 9 JUIN.** Nous accueillons Pierre DABEZIES pour une conférence sur le gaullisme. Pierre Dabezies, conseiller de Paris, a été élu député en juin 1981 sous l'étiquette gaulliste de gauche, mais il a été victime de la série d'invalidations décidées par le Conseil constitutionnel. La NAR fit activement campagne pour lui lors des élections législatives partielles de janvier dernier. Malgré son échec électoral, Pierre

Dabezies reste une des figures marquantes du véritable gaullisme avec lequel nous partageons une certaine conception de la légitimité et de l'Etat.

● **MERCREDI 16 JUIN.** Le succès des mercredis à thème philosophique s'affirme. La réunion avec Guy Scarpetta en a été un premier signe. Le 16 juin, c'est Jean-Claude GUILLEBAUD qui viendra nous parler de «La pensée de René Girard». Jean-Claude Guillebaud a été pendant de nombreuses années grand reporter d'abord à «Sud-Ouest», puis au «Monde», avant de se consacrer entièrement à l'édition. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages remarquables en particulier son essai sur. Mai 68 : «Les années orphelines». Doit publier bientôt au Seuil un livre d'entretiens avec René Girard.

3 et 4 juillet : SESSION ÉTUDIANTE

Les samedi 3 et dimanche 4 juillet, se tiendra dans la banlieue parisienne une session très importante pour l'avenir de notre mouvement.

Elle s'adresse aux étudiants ou lycéens, adhérents ou sympathisants de la N.A.R., qui souhaitent voir rayonner et progresser les idées royalistes au sein du milieu universitaire.

Cette session, animée par Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc, a un double but, d'abord faire un bilan de notre action actuelle et de l'état des forces politiques dans les facultés et les lycées; ensuite élaborer une stratégie efficace pour l'année à venir et préparer les conditions de son succès. Nous essayerons de mettre au point une nouvelle conception du combat politique, nous aborderons le problème du contenu et du rôle de «Royaliste-Université», l'action possible dans les lycées sera également envisagée ainsi que la question de la formation pratique et

théorique des militants. Cette énumération - non limitative - montre l'abondance et l'intérêt des thèmes qui seront traités et c'est pourquoi nous souhaitons que tous les lycéens et étudiants soucieux de mener une action suivie, coordonnée et efficace l'année prochaine viennent participer à ces deux jours où se mêleront travail et détente.

Nous vous adresserons, sur simple demande de votre part, le dépliant de présentation, comportant toutes les indications pratiques pour s'inscrire à la session des 3 et 4 juillet prochains.

Collectif des Jeunes Royalistes

CASSETTES

Vient de paraître «Radioscopie» de la Comtesse de Paris, par Jacques Chancel. Reste toujours disponible la cassette de la radioscopie du comte de Paris. Chaque cassette : 60 F franco.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

La semaine dernière, M. Jean Lecanuet déclarait que «l'expérience socialo-communiste... doit se dérouler naturellement afin qu'une génération au moins de Français soit débarrassée des mirages socialistes et communistes». Outre l'allusion à un récent débat sur la légitimité du pouvoir élu le 10 mai 1981, apparaît, sous la banalité des mots, l'orientation stratégique du parti giscardien : attendre la catastrophe et ramasser les débris. Ainsi va la droite, qui murmure des «je vous l'avais bien dit» et des «ça finira mal» tout en cognant violemment sur le gouvernement.

Nul ne saurait s'étonner que nous nous tenions à l'écart de ce combat douteux, de ce débat médiocre, où les coups bas et les insultes tentent de masquer le vide de la pensée, l'absence de tout projet pour la nation. Est-ce vraiment la règle du jeu ? Vaincus le 10 mai, les partis de droite auraient pu retrouver, dans l'opposition, une nouvelle vigueur intellectuelle et chercher en eux-mêmes des solutions originales aux difficultés qu'affronte le pays tout entier.

Les débats parlementaires et les polémiques de presse montrent qu'il n'en est malheureusement rien. Nous n'entendons, depuis douze mois, que de pauvres arguments inspirés par la défense des grands intérêts privés. Nous n'assistons qu'à de basses attaques contre les personnes, où de vieux territoriaux sans talent singent les «hussards» de la droite d'autrefois. Surnagent, le temps d'un congrès, quelques restes d'idéologie, qui servent à bâtir de faux antagonismes : un Libéralisme ennemi de la liberté, se dresse contre un Collectivisme inexistant, une République mythique est prête à terrasser un Marxisme moribond (1). Ce spectacle consternant oblige à souligner, une fois de plus, la faillite de la droite : les partis qui la composent ne portent en eux aucune espérance parce qu'ils sont incapables de toute proposition, dépourvus de toute imagination. La première cause de cet état de fait tient à l'inadaptation ou à l'abandon des traditions de pensée sur lesquelles la droite prétend s'appuyer :

— la doctrine libérale, qui a inspiré une grande partie de la modernité, a engendré, en politique comme en économie, le contraire de ce qu'elle prétendait instaurer : un étatisme qui a grandi sur les décombres des communautés sociales et qui a réduit les personnes à l'état d'individualités solitaires exposées à toutes les oppressions, à toutes les persuasions; une économie concentrée dans laquelle les groupes tuent la liberté d'entreprendre, et qui échappe chaque jour davantage à

pour une réflexion fondamentale



par
bertrand
renouvin

la volonté humaine; un nihilisme qui procède, pour un part, de l'asservissement aux mécanismes de la consommation des objets et des signes; une croissance fondée sur l'exploitation d'un prolétariat misérable - hier dans le cadre national, aujourd'hui à l'échelle du monde. Comment cette doctrine perverse pourrait-elle être encore source d'inspiration ! Ceux qui tentent de rendre vigueur à cette pensée libérale, en dépit de ses échecs, ne font que révéler le totalitarisme qu'elle recèle (2), et ceux qui essaient, comme Giscard, de la mettre en pratique ne parviennent qu'à établir l'incompatibilité entre le libéralisme et le bien commun.

— quant à la pensée gaulliste, elle existe évidemment dans de petits groupes et habite quelques solitaires qui ne peuvent se reconnaître dans aucun des deux camps. Mais elle a déserté le R.P.R. qui, gouverné par ses intérêts électoraux, n'est plus que le représentant de la vieille droite populaire, patriote et conservatrice, qui traverse notre siècle en apportant ses suffrages à des «héros» successifs, d'une gloire plus ou moins certaine. Le général de Gaulle avait su retenir de cette tradition le meilleur de ce qu'elle pouvait transmettre : l'idée de légitimité du Pouvoir, le souci de l'indépendance d'une nation jamais séparée de l'universel, le principe de la «participation». Telles ne sont

pas les idées dominantes du parti «chiracien» qui, plutôt que de garder vivante une grande tradition politique, préfère s'en remettre aux petits maîtres de la «Nouvelle Droite» camouflés sous des oripeaux républicains.

Nous ne reprochons pas à la droite d'exister. Nous la voudrions simplement plus fidèle à sa tradition véritable, moins soumise aux intérêts privés, moins liée à certain pays étrangers. Sans nous y reconnaître pleinement, nous pourrions alors engager le débat avec elle. En attendant, nous ne saurions souhaiter la revanche de ceux qui n'ont d'autre politique que la gestion de la société industrielle au profit de quelques catégories sociales.

Faut-il déduire de cette prise de distance, déjà ancienne, un «alignement à gauche» du royalisme ? Non pas. Pour cette simple raison que, pour rester dans le domaine des idées, la «pensée socialiste» nous paraît tout aussi évanescence. Qu'en reste-t-il en effet, depuis l'effondrement d'un marxisme dont l'influence sur le socialisme français a toujours été limitée ? Des attitudes et des élans, une idée de la France respectable mais un peu fanée, un souci réel de la justice sociale mais pas de doctrine économique pas de philosophie politique cohérente, et des projets contradictoires dans lesquels se repèrent les influences du nationalisme jacobin, du réalisme gestionnaire, du courant associatif, de l'esprit libertaire ...

Il est heureux que, grâce aux institutions de la Vème République, certains hommes de gauche deviennent sensibles au principe de la légitimité et se transforment en bons serviteurs de la nation. Nous avons cru cette conversion possible, et nous nous réjouissons lorsqu'elle se produit. Mais force est de constater que la réflexion fondamentale ne naît pas dans les partis politiques, ni à droite, ni à gauche malgré des efforts récents que nous suivons attentivement. La distance est grande entre la langue de bois des appareils politiques et les recherches novatrices qui sont menées par quelques cercles, par quelques professeurs et dans quelques revues. Or c'est là que naissent les analyses et les critiques qui fourniront les fondements du projet dont la France a besoin. Et c'est là que se situe la Nouvelle Action Royaliste et les Clubs pour la Nouvelle Citoyenneté qu'elle a décidé de créer.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir «Royaliste» 353.

(2) Voir «Royaliste-Cahiers-Trimestriels» numéro 11. (12 F. franco).